



Il est crucial de bien se préparer

Les mesures prises par le Rwanda pour empêcher l'entrée du virus Ébola dans le pays soulignent la nécessité d'une stratégie multisectorielle

Agnes Binagwaho

L'UN des principaux obstacles à l'amélioration de la santé dans le monde est l'idée qu'il suffit d'investir dans les systèmes de santé pour gérer les menaces sanitaires.

Or, il est nécessaire de renforcer tous les secteurs qui influent sur les déterminants sociaux de la santé et de la gouvernance, notamment les finances, les transports, la sécurité et les communications, afin d'organiser des ripostes concertées et efficaces.

Par exemple, chez moi, au Rwanda, les autorités gèrent les différentes initiatives visant à prévenir la propagation du virus Ébola, qui a dévasté de nombreux pays voisins d'Afrique de l'Ouest.

Le système de santé rwandais cherche à empêcher l'entrée du virus dans le pays, mais ne peut pas pour autant négliger la lutte permanente contre la mortalité précoce liée aux pathologies maternelles et infantiles, au VIH/Sida, à la tuberculose, au paludisme, etc. Le système doit impérativement s'adapter et des ajustements sont à prévoir dans tous les secteurs pour atténuer cette menace si grave et inattendue.

Capacité à gouverner

La menace ne met pas seulement à l'épreuve la réactivité du système de santé, mais aussi la capacité des autorités à gouverner. La riposte du Rwanda s'est appuyée sur une formulation multisectorielle et collaborative des politiques et sur l'idée commune qu'il fallait tirer le meilleur parti de chaque ressource disponible.

Il faut par exemple des financements pour gérer la prévention d'une flambée d'Ébola et équiper rapidement tous les hôpitaux publics d'unités d'isolement et former les professionnels qui pourraient être envoyés en première ligne. Le ministère de la Santé a donc besoin que le secteur financier appuie ses décisions. En outre, comme les personnes entrant dans le pays peuvent être contagieuses, nous avons dû nous appuyer sur le secteur des transports et les services d'immigration pour appliquer notre politique relative à la circulation des ressortissants étrangers. Le secteur de la sécurité a dû aussi introduire des procédures d'urgence, par exemple pour que le pays soit prêt en 24 heures à circonscrire tout cas éventuel d'Ébola se déclarant sur le territoire.

Il a fallu également faire appel au secteur des communications afin d'harmoniser les décisions et informer l'ensemble des parties prenantes, en particulier la population.

Cette démarche multisectorielle n'a pas été improvisée juste pour faire face à cette crise, elle est le fruit d'un travail rigoureux et d'une collaboration s'inscrivant dans la durée.

Les dirigeants rwandais ont par exemple l'habitude de constituer des pôles de réflexion, comme le pôle social, coprésidé par les ministres de la Santé et de l'Éducation. À une approche compartimentée synonyme de visions étroites, nous préférons des réunions mensuelles permettant d'avoir une vue d'ensemble



La prévention de l'Ébola est extraordinairement coûteuse.

et de parvenir à un consensus sur les moyens de tirer le meilleur parti des ressources limitées mais croissantes dont dispose le pays. Il incombe donc aux représentants des différents ministères de chercher à résoudre les problèmes par la concertation plutôt que de se livrer concurrence pour décrocher des budgets.

Des efforts coûteux

Ces habitudes de travail se révèlent très profitables pour nous, responsables politiques qui tentons de parer à la menace, mais la prévention de l'Ébola est aussi extraordinairement coûteuse, en argent comme en temps. Chaque heure consacrée à prévenir l'arrivée du virus est une heure perdue pour d'autres objectifs de développement, l'amélioration des prestations de soins par exemple. De plus, ces efforts pèsent assez lourdement sur nos finances publiques. Les investissements requis pour lutter à court terme contre cette grave menace peuvent retarder la construction d'un nouveau centre de soins, d'un hôpital, d'une route ou d'une école. Cet effort d'adaptation nous coûte cher, mais le coût de l'inaction, ou d'une riposte incomplète ou désorganisée, serait bien supérieur.

La menace de l'Ébola a mis notre système de santé au défi d'être plus performant. Elle a également montré que nous pouvons faire encore plus avec nos ressources limitées (temps et argent), que ce soit au niveau du système de santé ou dans tous les secteurs mobilisés pour la riposte.

Nous devrions toujours nous efforcer d'améliorer notre jeu collectif pour protéger et promouvoir la santé et le bien-être de notre population, y compris bien sûr en investissant dans le renforcement du secteur de la santé. Sans les professionnels, les équipements et les infrastructures de santé, nous ne pourrions évidemment pas gérer les menaces sanitaires. Mais la crise de l'Ébola nous a aussi enseigné que, pour mieux faire face aux prochains défis potentiels, nous devons également renforcer notre capacité à gouverner de manière collaborative. Il faut donc investir dans la fourniture de services d'urgence, mais aussi dans tous les secteurs influant sur le bien-être de la population, qui est notre ressource la plus importante. ■

Agnes Binagwaho est ministre de la Santé du Rwanda, maître de conférences à la Harvard Medical School et professeur de clinique pédiatrique à la Geisel School of Medicine du Dartmouth College.